

## **Le nombre de travailleurs pauvres en Belgique francophone atteint 48% !!!**

**Deux ans après avoir interrogé les travailleurs pauvres sur leurs conditions de vie, Solidaris est reparti à leur rencontre. La Mutualité s'est donc replongée dans la vie de ces travailleurs pauvres Bruxellois et Wallons, avec un constat principal : ils n'ont jamais été aussi nombreux et vont clairement moins bien !**

Fin novembre, le journal L'Écho<sup>1</sup> mettait en lumière le dernier rapport du SPF Sécurité sociale qui annonçait que le nombre de pauvres en Belgique avait augmenté de 56.000 personnes en dix ans. De plus, le risque de pauvreté sur base du revenu n'a jamais été aussi élevé. Ces résultats alarmants sont malheureusement confirmés cette étude Solidaris sur les « travailleurs pauvres<sup>2</sup> ». Voici les résultats principaux.

1. En deux années seulement, **la part des travailleurs pauvres a continué d'augmenter : passant ainsi de 40% en 2017 à 48% en 2019.** Plus inquiétant encore, c'est surtout la part de ceux qui ne s'en sortent vraiment pas qui progresse le plus fortement, pour passer de 3% en 2017 à 7% en 2019. Ces résultats mettent en lumière le fait qu'il y a plus de femmes (53% d'entre elles), de locataires (62%), de personnes travaillant à temps partiel (59%), de moins diplômés (64%) qui peuvent être considérés comme des « travailleurs pauvres ».
2. Leur santé physique régresse de près de 10 points en 2 ans (on passe de 74,5% de personnes se déclarant en bonne santé en 2017 à 63,9% aujourd'hui). Comparé à la population des travailleurs dans son ensemble, c'est 10 points de plus pour la part des personnes en mauvaise santé.
3. C'est assez étonnant, mais le fait d'être en CDI ou CDD ne semble pas jouer énormément sur la crainte d'être touché par la pauvreté. L'obtention d'un contrat à durée indéterminée n'est donc plus synonyme de mise à l'abri de la pauvreté. En 2019, près de 50% des travailleurs en CDI peuvent être considérés comme des « travailleurs pauvres ».
4. Dans la même logique, pour 60% des « travailleurs pauvres » aujourd'hui, avoir un bon diplôme ne protège plus de la précarité, soit une augmentation de 13 points en 2 ans ! Les chiffres de cette étude ne leur donnent pas tort puisque 37% des personnes ayant fait des études supérieures font partie des travailleurs pauvres !
5. Parmi la population ciblée, ils ne sont à peine que **4% à penser que les conditions salariales vont s'améliorer dans les 5 ans à venir** et 45% pensent que les conditions étaient vraiment meilleures au début des années 2000. Un optimisme qui s'effondre et qui laisse place au fatalisme ? Aujourd'hui, le sentiment que le salaire permet de couvrir les frais de logement se dégrade fortement. Concrètement, le salaire n'arrive même plus à couvrir les besoins de base.
6. Tout le monde n'a pas le même risque de tomber dans la précarité en travaillant. Ainsi, en 2019, **7 familles monoparentales sur 10 sont considérées comme faisant partie des « travailleurs pauvres »** alors que « seulement » 29% des travailleurs vivant chez leurs parents peuvent l'être.
7. Mais s'ils sont 60% à penser que voter ne sert vraiment pas à changer les choses (nouvelle question 2019), ils sont plus nombreux qu'en 2017 à dire qu'ils continueraient à voter même si ce n'était plus obligatoire (47% en 2019 vs 38% en 2017). Dans la continuité d'un non-abandon de son devoir de citoyenneté, une majorité de « travailleurs pauvres » (6/10) sont inquiets pour l'environnement et se disent tout à fait prêts à s'engager en la matière malgré leurs difficultés financières.
8. Enfin, il y a près de 60% de « travailleurs pauvres » qui ne sont pas du tout optimistes quant à l'avenir de notre société, +7 points par rapport à 2017. Étonnamment, concernant leur propre avenir, c'est surtout l'incertitude qui prédomine, avec le « ventre mou » en progression. L'écart entre la confiance pour l'avenir générale et son avenir personnel est d'ailleurs plus marqué en 2019, signe que les gens intègrent un futur compliqué tout en gardant dans une certaine confiance personnelle. Par contre, les projections pour leur progéniture ne sont guère rassurantes, **plus de 50% des « travailleurs pauvres » « craignent vraiment qu'un jour, leurs enfants connaissent la pauvreté », ils étaient « seulement » 40% en 2017.**

<sup>1</sup> <https://www.lecho.be/economie-politique/belgique/general/le-risque-de-pauvrete-touche-desormais-un-belge-sur-six/10186528.html>

<sup>2</sup> Par « travailleurs pauvres », nous entendons des citoyens qui, soit estiment ne pas s'en sortir, soit qui ne parviennent pas à boucler leur budget ou qui parviennent tout juste à le boucler.

Aux vues de ces résultats, il semblerait qu'il y ait une sorte de banalisation de la pauvreté, un sentiment que personne aujourd'hui n'est à l'abri de tomber dans la pauvreté. Ces résultats font aussi apparaître la différence entre la réalité statistique des chiffres de la mise à l'emploi (jobs, jobs, jobs) et de ses effets sur le bien-être. A quoi cela sert-il de mettre des gens au travail si c'est pour les maintenir en situation de pauvreté ?

Et pour tenter d'endiguer ce phénomène, **Solidaris appelle à un renforcement de l'État social**, un Etat qui protège tous les citoyens, et rappelle les 4 chantiers principaux que la mutuelle avait mis en avant lors de la publication de son [Manifeste pour un pacte social et écologique](#) en mai dernier :

1. Répondre à l'évolution fulgurante des technologies (robotisation, numérisation) en offrant des protections adaptées aux nouvelles formes d'emplois ;
2. Accompagner la civilisation dans sa sortie du dogme productiviste en promouvant un système écologiquement soutenable ;
3. Accompagner l'évolution des modes de vie en promouvant l'égalité des sexes et en émancipant les activités de soin des logiques marchandes afin de faire face au vieillissement de la population ;
4. Relever le défi des migrations et de l'internationalisation en intégrant les migrants et en travaillant au niveau international pour une convergence vers le haut des politiques sociales.

**Pour Solidaris, « L'état social n'est pas le problème, mais la solution aux défis qui sont devant nous. »**

---

**POUR PLUS D'INFORMATIONS :**

**Bruno Deblander** - Directeur communication Solidaris, [bruno.deblander@solidaris.be](mailto:bruno.deblander@solidaris.be) - 0475 80 21 28

**Simon Vandamme** - Attaché de presse Solidaris, [simon.vandamme@solidaris.be](mailto:simon.vandamme@solidaris.be) - 0479 66 03 23

Tous les communiqués de presse de Solidaris sont accessibles en cliquant [ici](#).

Retrouvez-nous sur [Facebook](#), [Twitter](#) et [Instagram](#)

